|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| HéR | i |  |
|  | NFOS |
|  |  |  |
| **N° 6** | | |
|  | | |

Chers Habitants,

La commission communication s’adresse à vous aujourd’hui car nous sommes inquiets de l’attitude de quelques personnes et enfants sur notre commune.

Alors que la très grande majorité des jeunes d’Hériménil se retrouvent sur les terrains de sports, dans les activités culturelles, de loisirs, ou savent s’occuper calmement, des petits groupes d’enfants s’ennuient et basculent dans des actes de malveillances.

Si la répression est devenue inéluctable, nous croyons également à la prévention, les élus s’y emploient. Mais sans le concours des parents, l’efficacité restera insuffisante, aussi, des actes de malveillances ne pourront être écartés que dans la mesure où tous les acteurs, autorité parentale, élus et gendarmerie, remplissent leur rôle.

Régulièrement nos employés communaux ramassent des canettes de bière autour du terrain de foot de la commune, est-il normal que des enfants errent dans les rues du village a une heure tardive ? Ou que des enfants consomment de l’alcool dans notre village ? Nous ne le croyons pas.

Notre Salle des Fêtes a fait l’objet de TAG obscènes, plus grave encore, l’arrêt de bus face à l’école d’Hériménil a fait l’objet de TAG Raciste que nous ne reproduirons pas dans ce bulletin !

S’ajoutent à cela des dépôts sauvages de déchets ménagers comme vous pouvez le constater sur les photos ci-dessous :



Pour information : un dépôt de plainte et une enquête de la Gendarmerie est en cours, des poursuites judiciaires pourront être engagées afin que les auteurs de ces actes soit punis.

Nous comptons sur le civisme de chacun afin que la sérénité perdure dans notre belle commune d’Hériménil et que ces actes de malveillance cessent !

**Conseil Municipal du 18/05/2015**

Vous retrouverez l’intégralité des comptes rendu en affichage Mairie et sur Internet [www.herimenil.fr](http://www.herimenil.fr) rubrique Conseil Municipal sous rubrique Compte rendu

**Implantation d’un distributeur de pain dans la commune**

Un artisan boulanger de SEICHAMPS, Monsieur Eric RAGON, sollicite l’autorisation de la commune pour implanter un distributeur automatique de pain.

La mise à disposition, par la commune, d’une prise électrique est nécessaire pour alimenter l’appareil, la consommation en électricité est estimée à 120,00 € par an.

Par ailleurs, ce matériel serait installé sur le domaine public de la commune, il s’agit d’une occupation privative du domaine public et de ce fait, cette occupation non gratuite est soumise à redevance. Le Conseil Municipal doit fixer le montant de la redevance.

Le Conseil Municipal à l’unanimité :

* Autorise l’implantation d’un distributeur de pain dans la commune
* Fixe la redevance d’occupation du domaine public à 1,00 €
* Autorise Monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition du domaine public ainsi que d’une prise électrique pour alimenter l’appareil
* Autorise Monsieur le Maire à signer la convention prévoyant l’obligation pour l’artisan boulanger de régler les frais d’électricité correspondant à la consommation de l’appareil (120,00 € par an) ainsi que la redevance d’occupation du domaine privé de la commune pour un montant de 1,00 € par an.

**Modification de la carte intercommunale**

Monsieur le Maire rapporte au Conseil Municipal que le Conseil de la Communauté de Communes du Lunévillois a pris une délibération concernant la modification de la carte intercommunale lors de sa séance du 2 avril 2015.

En effet, « Le gouvernement a décidé une profonde réorganisation des intercommunalités, tant dans leurs périmètres que dans leurs compétences. C’est l’un des objectifs de la loi NOTRE, en cours de discussion au Parlement, que de définir les modalités de cette réorganisation. Le gouvernement souhaite que la nouvelle carte des intercommunalités soit opérationnelle en 2017.

D’ores et déjà, il semble acquis que les futures intercommunalités devront représenter au minimum 20 000 habitants, certains assouplissements, très restreints à ce stade, seraient rendus possibles.

Dans ce contexte, le Préfet de Meurthe et Moselle procède depuis plusieurs mois à des consultations informelles avec les élus concernés du territoire, après avoir informé la Commission Départementale de Coopération Intercommunale.

Il ressort de ces contacts que la Communauté de Communes du Lunévillois (CCL), qui ne devrait pas être affectée par cette réorganisation puisqu’elle comptabilise près de 30 000 habitants, le serait, et probablement de façon très significative. En effet, elle pourrait former, avec tout ou partie d’une ou de plusieurs intercommunalités voisines, une nouvelle collectivité afin de régler le problème de certaines intercommunalités à dominante rurale qui sont loin du seuil des 20 000 habitants.

Face à cette perspective, la CCL conduit un travail d’analyse en profondeur des problématiques fiscales, financières, organisationnelles qu’elle entraînerait. Il apparaît déjà clairement que le volume et la qualité des services actuellement fournis aux habitants de la CCL ne pourraient être maintenus à leur niveau actuel qu’au prix d’une augmentation significative des impôts et taxes payés par les habitants et les entreprises.

Le Président de la CCL a déjà présenté à plusieurs occasions au Préfet de Meurthe et Moselle, de façon argumentée, cette problématique.

Il doit par ailleurs être rappelé que la CCL conduit, avec l’accord unanime des élus, une politique très dynamique et volontariste de coopération intercommunale dans de nombreux domaines, notamment avec les collectivités du Pays Lunévillois. De même, elle veille à ce que les projets d’équipements majeurs qu’elle réalise soient structurants pour le territoire Lunévillois et au-delà (Aqualun’, Actipôle de Mondon, Médiathèque…) »

Après concertation approfondie avec les maires des quinze communes de la CCL, il apparaît opportun que notre collectivité délibère pour affirmer ses positions de principe face au redécoupage de la carte intercommunale.

Le Conseil Municipal à l’unanimité (abstention de Mme Véronique WITTWE) :

* Soutien la délibération du Conseil de Communauté en date du 2 avril 2015 ;
* Réaffirme sa volonté de poursuivre une politique dynamique de coopération interterritoriale ;
* S’opposera avec détermination à toute réorganisation de la carte intercommunale qui :
  + entraînerait une diminution du volume et du niveau de qualité des services actuellement fournis aux habitants de la CCL ;
  + entraînerait une quelconque augmentation des taux ou des niveaux des impôts, taxes et redevances actuellement en vigueur sur le territoire de la CCL ;
  + entraînerait une représentation inéquitable des habitants de la CCL par rapport à celle qu’obtiendraient les habitants des autres territoires intégrés avec la CCL.

**Transfert de gestion des Certificats d’Economie d’Energie au Syndicat Départemental d’Electricité**

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que lorsque la commune engage des travaux d’amélioration de performances énergétiques sur des équipements et bâtiments de son patrimoine, il est possible d’obtenir des Certificats d’Economie d’Energie (CEE) introduits par la loi sur l’Energie du 13 juillet 2005 (loi « POPE »).

Ce dispositif précise que pour des opérations standardisées ou spécifiques, la commune peut bénéficier de Certificats d’Economie d’Energie délivrés par la Direction Générale de l’Energie et du Climat (DGEC). Ces certificats peuvent ensuite être valorisés et représenter une ressource financière pour soutenir les projets de la commune.

Monsieur le Maire indique que pour déposer un dossier et obtenir des CEE, il est nécessaire d’atteindre le seuil des 20 GWHCUMAC et qu’une expertise est nécessaire sur la nature des travaux éligibles.

Enfin, Monsieur le Maire informe les membres du Conseil de la démarche du SDE54 destinée à organiser un groupement de collecte des CEE et ainsi permettre aux collectivités, notamment les plus petites, de bénéficier du dispositif.

Pour cela, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d’adhérer au groupement de collecte pour la troisième période du dispositif courant jusqu’au 31/12/2017.

Une fois les CEE obtenus, le SDE54 reversera à la commune la prime correspondant à la valorisation des Certificats déduction faite des frais de gestion supportés par le SDE54 fixés dans la convention.

Entendu le rapport de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à l’unanimité :

* décide d’adhérer à la démarche départementale pour le regroupement des Certificats d’Economie d’Energie par le SDE54 pour la troisième période du dispositif courant jusqu’au 31 décembre 2017.
* autorise le Maire à signer la Convention de Gestion correspondante.

**Personnel communal - contrat groupe assurance santé**

Monsieur le Maire expose :

* l’opportunité pour la commune de pouvoir souscrire un contrat d’assurance santé ;
* l’opportunité de confier au Centre de Gestion de Meurthe et Moselle le soin de collecter auprès de la caisse des dépôts les statistiques relatives à la mise en place d’une convention de participation et d’organiser une procédure de mise en concurrence ;
* que le Centre de Gestion peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques, si les conditions obtenues donnent satisfaction à la commune.

Le Conseil Municipal à l’unanimité :

* Vu le code général des collectivités territoriales ;
* Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
* Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l’article 26 ;
* Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l’application de l’article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d’assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;
* Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;
* Vu l’avis du comité technique paritaire du centre de gestion en date du 13 avril 2014 ;

Décide de charger le Centre de Gestion de Meurthe et Moselle de lancer des appels d’offres, en vue le cas échéant de souscrire pour son compte des conventions d’assurance auprès d’un des organismes mentionnés à l’article 88-2 de la loi du 26 janvier 1984, cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Durée du contrat : 6 ans, à effet au premier janvier 2016.

La décision éventuelle d’adhérer au contrat groupe fera l’objet d’une délibération ultérieure.

**Avis sur la demande à l’effet d’obtenir l’autorisation d’exploiter un entrepôt de produits de grande consommation à MONCEL LES LUNEVILLE**

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil Municipal que la SARL GOODMAN France a présenté au Préfet de Meurthe et Moselle une demande à l’effet d’obtenir l’autorisation d’exploiter un entrepôt de produits de grande consommation dont le volume global est de 488 975 m3 à MONCEL LES LUNEVILLE (54300) lieu-dit Betaigne, RD 590.

Dans le cadre de l’enquête publique qui s’est déroulée du 2 avril 2015 au 4 mai 2015 inclus à la mairie de MONCEL LES LUNEVILLE, le Conseil Municipal d’Hériménil est appelé, en application des dispositions de l’article R.512-20 du Code de l’Environnement, à formuler un avis sur la demande présentée par le pétitionnaire dès l’ouverture de l’enquête et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d’enquête, soit avant le 19 mai 2015.

Après en avoir délibéré, à l’unanimité, le Conseil Municipal émet un avis favorable au projet de la SARL GOODMAN France d’exploiter un entrepôt de produits de grande consommation dont le volume global est de 488 975 m3 à MONCEL LES LUNEVILLE (54300) lieu-dit Betaigne, RD 590.

**Approbation du Document Unique des Risques Professionnels et du Programme Annuel de Prévention**

La commune s’est engagée dans une démarche globale de prévention des risques professionnels, dont l’étape initiale est la réalisation du Document Unique.

Ce projet a lieu en partenariat avec le Centre de Gestion de Meurthe et Moselle et le Fonds National de Prévention qui y apporte une contribution financière sous forme de subvention.

Dans le cadre de ce projet, le Document Unique d’Evaluation des Risques Professionnels et le Programme Annuel de Prévention de la collectivité ont été réalisés pour l’année en cours. Ils seront mis à jour et soumis à l’avis du Comité Technique chaque année.

A présent, il est demandé au Conseil Municipal d’approuver le Document Unique d’Evaluation des Risques Professionnels et le Programme Annuel de Prévention réalisés.

Après en avoir pris connaissance, le Conseil Municipal, à l’unanimité, approuve le Document Unique d’Evaluation des Risques Professionnels et le Programme Annuel de Prévention réalisés.

**Indemnité de fonction de conseiller municipal délégué**

* Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
* Vu la délibération en date du 11 avril 2014 du Conseil Municipal fixant les indemnités de fonctions du Maire et des Adjoints,
* Vu les arrêtés municipaux du 10 avril 2014 et du 18 mai 2015 portant délégation de fonctions aux conseillers municipaux,
* Vu le budget communal,
* Considérant que les assemblées délibérantes sont tenues de fixer les indemnités de fonction dans la limite des taux maxima prévus par la loi pour chaque catégorie d’élus, Monsieur le Maire précise qu’en application des dispositions de l’article L2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales alinéa III, les Conseillers Municipaux auxquels le Maire délègue une partie de ses fonctions peuvent percevoir une indemnité de fonctions spécifique, laquelle doit toutefois rester dans le cadre de l’enveloppe budgétaire consacrée au Maire et aux Adjoints ayant reçu délégation.  
  En aucun cas, l’indemnité versée à un Conseiller Municipal ne peut dépasser l’indemnité maximale susceptible d’être allouée au Maire de la commune.

Après en avoir délibéré, à l’unanimité  le Conseil Municipal décide d’allouer avec effet au 1er juin 2015 une indemnité de fonction à Monsieur Jean DHERINE, Conseiller Municipal délégué et ce au taux de 2,94 % de l’indice brut terminal 1015 de l’échelle indiciaire de la Fonction Publique. Cette indemnité sera versée mensuellement.

**Conseil Municipal du 29/06/2015**

Vous retrouverez l’intégralité des comptes rendu en affichage Mairie et sur Internet [www.herimenil.fr](http://www.herimenil.fr) rubrique Conseil Municipal sous rubrique Compte rendu

**Approbation de l’acte constitutif du groupement pour l’achat d’électricité**

En tant que consommatrices d’électricité pour leurs besoins propres, les collectivités publiques sont particulièrement concernées par les récentes transformations du paysage énergétique.

En application des directives européennes transposées en France, le marché de l’électricité est en effet intégralement ouvert à la concurrence. Tous les consommateurs sont désormais des clients dits «éligibles» et peuvent ainsi choisir librement leurs fournisseurs. Cette possibilité a été conférée dès 2004 aux clients professionnels (industriels, commerçants, administrations, etc.), puis étendue le 1er juillet 2007 à l’ensemble des clients particuliers.

La mise en concurrence des fournisseurs d’électricité revêt, en principe, un caractère optionnel. Cette faculté, cependant, est d’ordre général, chaque consommateur demeurant soumis aux règles spécifiques le concernant.

Ce processus d’ouverture à la concurrence soulève donc des questions inédites pour les collectivités et intercommunalités, appelées désormais à appliquer le droit de la commande publique à des achats jusqu’à présent effectués dans le cadre du monopole légal de fourniture, aujourd’hui supprimé.

À partir du 1er janvier 2016, les collectivités territoriales, disposant de sites desservis en électricité pour une puissance souscrite supérieure à 36 kVA, seront tenues de souscrire une offre de marché selon la procédure de mise en concurrence requise par le Code des marchés publics, dans le respect des grands principes de la commande publique (liberté d’accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats, transparence des procédures, etc.).

*Une proposition de groupement* :

Face à la difficulté de s’y retrouver dans un marché dérégulé cumulée aux contraintes techniques, administratives et calendaires, la Communauté Urbaine du Grand Nancy s’organise pour proposer une solution d’achat groupé d’électricité à l’échelle de l’agglomération nancéienne, immédiatement opérationnelle dès le 1er janvier 2016. Il est par ailleurs proposé de mutualiser ce groupement de commande à une échelle territoriale plus large en l’ouvrant aux communes et intercommunalités intéressées de Meurthe-et-Moselle tout en s'accordant une possibilité d'ouverture à d'autres acteurs lorrains.

L’intérêt de cette solution est de proposer aux acteurs économiques une quantité conséquente d’électricité à fournir pour une durée de deux ans.

L'effet volume devrait éviter d’avoir des lots infructueux : de nombreux appels d’offres vont sortir en fin d'année du fait de cette obligation et les fournisseurs alternatifs ne sont pas encore organisés pour déployer des forces de vente sur tout le territoire ;

Les communes ayant déjà des contrats de fourniture d’électricité faisant suite à une mise en concurrence, peuvent dès à présent rejoindre le groupement en approuvant l'acte constitutif du groupement, afin de pouvoir bénéficier des prix et avantages du marché négocié à l'échéance de leurs contrats.

*Une mission de coordonnateur*

Afin de pallier les frais afférents au fonctionnement du groupement, une participation financière versée par les membres du groupement est prévue chaque année de la façon suivante :

* 0,40 € par MWh (Consommation annuelle de référence 2014)pour les membres ayant leur siège sur le territoire du Grand Nancy avec un minimum de 50 € et un maximum de   
  5 000 €,
* 0,50 € par MWh (Consommation annuelle de référence 2014) pour les membres ayant leur siège hors du territoire du Grand Nancy avec un minimum de 50 € et un maximum de 5000€

L'indemnité proposée correspond à une valeur de moins de 0,5 % de la valeur de l’électricité sur le marché.

Vu la directive européenne 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l’électricité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 8-VII-1°,

Vu le Code de l’énergie et notamment ses articles L. 331-1 à L. 331-4,

Vu la délibération de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 10 avril 2015,

Considérant qu’il est dans l’intérêt de la commune d’Hériménild’adhérer à un groupement de commandes pour l’achat d’électricité, de fournitures et de services en matière d’efficacité énergétique pour ses besoins propres,

Considérant qu’eu égard à son expérience, la Communauté Urbaine du Grand Nancy entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents,

Le Conseil Municipal à l’unanimité :

**-** Approuve l’acte constitutif du groupement de commandes pour l’achat d’électricité, de fournitures et de services en matière d’efficacité énergétique coordonné par la Communauté Urbaine du Grand Nancy en application de sa délibération du 10 avril 2015.

**-** La participation financière de la commune d’Hériménil est fixée et révisée conformément à l’article 6 de l’acte constitutif.

**-** Autorise le Maire à prendre toutes mesures d’exécution de la présente délibération.

**Rapport de l’eau 2014**

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d’un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d’eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l’assemblée délibérante dans les 6 mois qui suivent la clôture de l’exercice concerné et faire l’objet d’une délibération.

Le présent rapport est public et permet d’informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l’observatoire national des services publics de l’eau et de l’assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Après présentation de ce rapport, le Conseil Municipal :

* adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d’eau potable
* décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
* décide de mettre en ligne le rapport validé sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr) conformément à l’arrêté SNDE du 26 juillet 2010

**Constitution de servitude avec GRDF**

Le Maire informe l’assemblée qu’une convention de servitude a été conclue avec GRDF pour le passage d’une canalisation souterraine de gaz sur les parcelles cadastrées section B n° 863, 867 et 869.

Le Conseil Municipal à l’unanimité   :

* entérine la convention de servitude conclue avec GRDF
* donne délégation au Maire pour signer tous documents y afférents, compris l’acte notarié à établir conformément à l’article 6 de la convention sous seing privé

**Fourniture de repas – convention ELIOR**

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil Municipal que la convention de livraison de repas passée entre la Commune et la société ELIOR arrive à échéance le 30 juin 2015 et il propose qu’il soit procédé à son renouvellement.

Le Conseil Municipal à l’unanimité :

* décide de renouveler la convention de livraison de repas avec la société ELIOR, qui prend effet à compter du 1er juillet 2015, pour une durée déterminée de 1 an, reconductible expressément trois fois par période de même durée.
* autorise le Maire à signer cette convention.

**Budget Commune – admission en non-valeur**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 2 juin 2015, le Comptable Public de Lunéville indique que le recouvrement de certaines créances sur le budget Commune (détail ci-dessous), pour un montant total de 200,00 € s’avère impossible.

Il est proposé au Conseil Municipal de ne pas procéder à l’admission en non-valeur de ces créances pour un montant total de 200,00 €.

Le Conseil Municipal à l’unanimité :

* décide de ne pas admettre en non-valeur la somme de 200,00 € sur le budget Commune selon le détail ci-dessus.

**Recensement de la population 2016 – désignation du coordonnateur communal**

Monsieur le Maire rappelle que la Commune doit organiser au titre de l’année 2016 les opérations de recensement de la population conformément à la loi 2002-276 du 27 février 2002.

A ce titre, il convient de désigner un coordonnateur communal qui sera responsable de la préparation, puis de la réalisation de la collecte du recensement. Monsieur le Maire propose Madame Véronique PIQUEMIL, secrétaire de mairie.

Le Conseil Municipal à l’unanimité décide :

- de désigner Madame Véronique PIQUEMIL, secrétaire de mairie, en qualité de coordonnateur communal de l’enquête de recensement de la population pour l’année 2016.

**Recensement de la population 2016 – désignation du nombre d’agents recenseurs**

Pour l’organisation du recensement de la population qui doit avoir lieu en 2016, il est nécessaire de répartir le nombre de foyers d’une manière équitable.

Lors du dernier recensement, deux districts avaient été créés.

Il est proposé de reprendre cette répartition en deux districts (d’environ 180 foyers chacun), et de ce fait de fixer à deux le nombre d’agents recenseurs qui interviendront sur la Commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l’unanimité, que les agents recenseurs seront au nombre de deux pour l’enquête de recensement de la population qui aura lieu en 2016.

**Tarifs restauration scolaire, garderie, CLSH (mercredis récréatifs et vacances scolaires)**

Le Conseil Municipal, à l’unanimité, décide de fixer les tarifs de restauration scolaire et garderie, CLSH (mercredis récréatifs et vacances scolaires) et rémunération du personnel saisonnier à compter du 6 juillet 2015, ainsi qu’il suit :

**Restauration scolaire et garderie (lundi, mardi, jeudi et vendredi) :**

Les montants sont fixés selon les tranches de revenus imposables du dernier avis d’imposition : (Revenu imposable/nombre de parts)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Habitants HERIMENIL | Garderie de midi  et repas | Garderie 16h15-17h30 | Garderie  de 7h30 à 8h30  de 17h30 à 18 h 30 Coût de la demi-heure |
| < 7 081 € | 4.34 € | 1.65 € | 0.80 € |
| De 7 081 à 11 360 € | 4.63 € | 1.90 € | 0.95 € |
| > 11 360 € | 4.94 € | 2.08 € | 1.10 € |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| HabitantsREHAINVILLER | Garderie de midi  et repas | Garderie 16h15-17h30 | Garderie  de 7h30 à 8h30  de 17h30 à 18 h 30 Coût de la demi-heure |
| < 7 081 € | 6.57 € | 4.50 € | 2.25 € |
| De 7 081 à 11 360 € | 7.03 € | 4.50 € | 2.25 € |
| > 11 360 € | 7.49 € | 4.50 € | 2.25 € |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Habitants Autres communes | Garderie de midi  et repas | Garderie 16h15-17h30 | Garderie  de 7h30 à 8h30  de 17h30 à 18 h 30 Coût de la demi-heure |
|  | 10.30 € | 4.50 € | 2.25 € |

**Restauration scolaire et garderie du matin (mercredi) :**

Les montants sont fixés selon les tranches de revenus imposables du dernier avis d’imposition : (Revenu imposable/nombre de parts)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Habitants HERIMENIL | Garderie de midi  et repas | Garderie matin  de 7h30 à 8h30  Coût de la demi-heure |
| < 7 081 € | 4.34 € | 0.80 € |
| De 7 081 à 11 360 € | 4.63 € | 0.95 € |
| > 11 360 € | 4.94 € | 1.10 € |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| HabitantsREHAINVILLER | Garderie de midi  et repas | Garderie matin  de 7h30 à 8h30  Coût de la demi-heure |
| < 7 081 € | 6.57 € | 2.25 € |
| De 7 081 à 11 360 € | 7.03 € | 2.25 € |
| > 11 360 € | 7.49 € | 2.25 € |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Habitants Autres communes | Garderie de midi  et repas | Garderie matin  de 7h30 à 8h30  Coût de la demi-heure |
|  | 10.30 € | 2.25 € |

**Mercredis récréatifs et vacances scolaires :**

Les montants sont fixés selon les tranches de revenus imposables du dernier avis d’imposition : (Revenu imposable/nombre de parts)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| HabitantsHERIMENIL | Prix de la ½ journée | Prix de la journée | Prix de la semaine  (pour les vacances scolaires) | Repas  + garderie de midi | Garderie  de 7h30 à 8h30  de 17h00 à 18h30 Coût de la demi-heure |
| < 7 081 € | 5.50 € | 10.60 € | 51.00 € | 5.15 € | 0.80 € |
| De 7 081 à 11 360 € | 5.80 € | 11.20 € | 54.00 € | 5.15 € | 0.95 € |
| > 11 360 € | 6.10 € | 11.80 € | 57.00 € | 5.15 € | 1.10 € |
| Habitants Extérieurs | 6.30 € | 12.20 € | 59.00 € | 6.63 € | 1.30 € |

**Nuit sous tente (période d’été) :** 6,00 €

**Rémunération du personnel saisonnier (rémunération brute forfaitaire à la journée) :**

Pour le CLSH : Animateur BAFA : 36,00 €

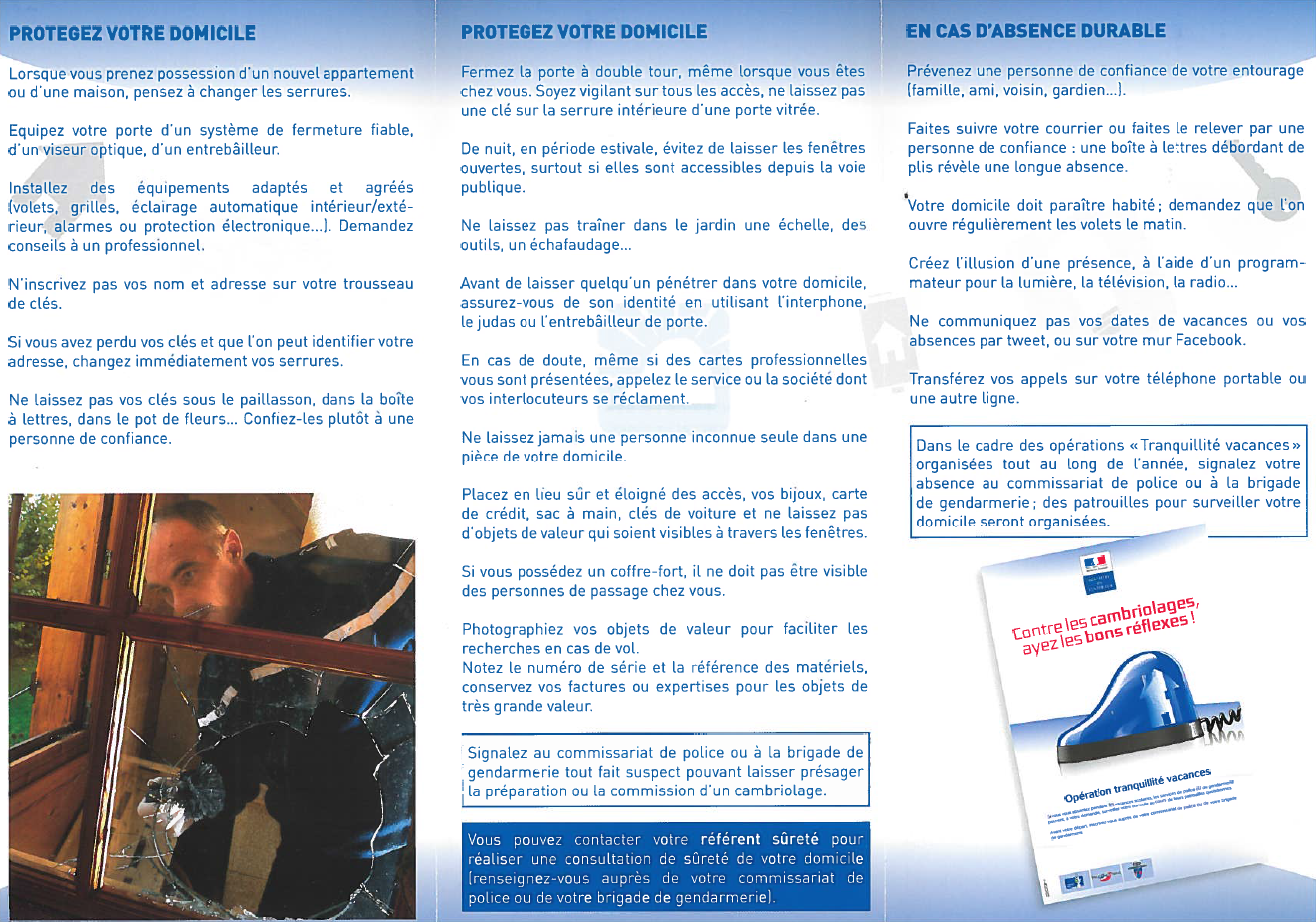
Animateur en cours de formation : 33,00 €

Aide animateur (sans diplôme) : 31,00 €

**Plaquette spéciale cambriolage**

En cette période de vacances une plaquette « contre les cambriolages, ayez les bons réflexes ! » que vous retrouvez ci-dessous est disponible en Mairie, n’hésitez pas à venir chercher un exemplaire





**Quelques conseils d’ERDF**

Elagage :

Il est fortement recommandé de faire intervenir des professionnels possédant une formation technique reconnue. L’entreprise d’élagage doit, avant de réaliser le chantier, rédiger une Déclaration d’Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Le propriétaire, en tant que gardien de l’arbre, peut dans certains cas, voir sa responsabilité civile et pénale engagée par ERDF en cas de chute d’arbre sur une ligne occasionnant des dégâts matériels ou humains.

Travaux à proximité des ouvrages :

En cas de travaux à proximité de lignes électriques (domaine public ou privé) une DT-DICT est obligatoire :

\* La déclaration de projet de travaux (DT) est réalisée par le maître d’ouvrage.

\* La déclaration d’intention de commencement de travaux (DICT) est réalisée par l’entreprise intervenante.

En réponse à ces deux documents, ERDF transmettra les consignes de sécurité et les plans de réseau nécessaires à la bonne exécution des travaux.

Tous les documents sont accessibles via le guichet unique : www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr Téléphone 03 83 15 63 94 aux heures ouvrables – courriel : erdf-drdict-urelsud@erdf-grdf.fr

Sous les lignes, prudence !

Vous pratiquez la pêche, vous êtes agriculteur, vous travaillez sur les chantiers, vous utilisez du matériel de location, voici les conseils de sécurité à respecter :

Si vos activités vous placent à proximité des lignes électriques, respectez une bonne distance ! Car on peut s’électrocuter même sans toucher la ligne. En effet, si vous ou vos appareils approchez trop près, vous risquez de provoquer un arc électrique appelé également « amorçage ».

Restez vigilants !

En cas de panne, d’incident sur le réseau, de câbles à terre : 09 72 67 50 54

Accueil Raccordement Électricité : 09 69 32 18 49

**Vague de chaleur adoptez les bons réflexes :**



**Programme vacances d’été Maison pour Tous**



Semaine du 06 au 10/07/2015 thème **LA POLYNESIE**

- Sortie Base de loisirs de Favières

- Planches de surf

- Réalisation de palmiers

- Goûter et spectacle Polynésien Concours de « hakka »

- Nuit sous tente

Semaine du 13 au 17/07/2015 thème **LES PETITS FUTES**

- Sortie Piscine

- Jeux d’énigmes de prises et de cachettes

- Course d’orientation

- Sortie au labyrinthe de Puzieux

- Nuit sou tente

Semaine du 20 au 24/07/2015 thème **EN AVANT POUR L E TRI**

- Intervention ambassadrice du tri, Visite de la déchetterie

- Visite d’une ferme découverte des alpages

- Sortie Piscine

- Pique-nique 0 déchet

- Activité bumball

- Pelles et balayettes en folie

Semaine du 27 au 31/07/2015 thème **LES PETITS AVENTURIERS**

**- Création de monstres**

**-** Grand jeu des monstres aux enchères

- Sorte Piscine

- Sortie Fraispertuis

- Sortie équitation

Pour tous renseignements merci de prendre contact avec le CLSH au 0383744171

Mr Le Maire et toute l’équipe du Conseil Municipal se joignent à nous pour souhaiter de bonnes vacances